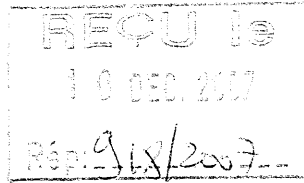




EUROPEAN COMMISSION
Directorate-General Enlargement

C - ALBANIA, BOSNIA & HERZEGOVINA, MONTENEGRO, SERBIA, KOSOVO ISSUES



Brussels, **03 DEC. 2007**
PM D(2007) 105915

Monsieur le Secrétaire Général,

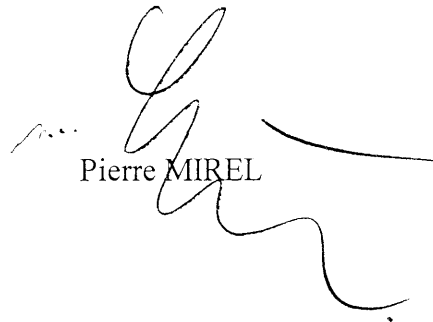
Je vous remercie pour votre lettre du 5 novembre 2007 qui se réfère à la situation des responsables de IPTU, suite à la grève de juillet 2007. M. Barroso m'a demandé de répondre à votre lettre.

Le respect des droits fondamentaux et sociaux qui sont inscrits dans la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne et dans la Convention européenne des droits de l'homme, ainsi que le renforcement de la démocratie sont des éléments essentiels du processus de pré-adhésion. Le droit de grève ne relève pas des compétences communautaires mais le respect de la loi, des droits de l'Homme, des principes démocratiques et du dialogue social sont des aspects essentiels des critères de Copenhague dans le cadre du processus d'intégration dans l'Union européenne. La Commission européenne examine régulièrement la situation en Serbie dans ce domaine.

La Commission européenne ne peut pas intervenir dans des cas individuels. Nous allons cependant soulever cette question dans notre dialogue avec les autorités serbes pour assurer une protection maximale des droits fondamentaux.

Par ailleurs, la Commission européenne n'a pas manqué de souligner à de nombreuses reprises l'importance de la Cour Constitutionnelle et de la nécessité de lui donner des moyens de fonctionner de manière efficace. Au vu des récents efforts dans la réforme du système judiciaire, je suis un peu plus optimiste aujourd'hui quant au fonctionnement de la Cour Constitutionnelle.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes salutations distinguées.



Pierre MIREL

M.Gérard GRENERON, Secrétaire Général
Conseil Européen des Syndicats de Police
39 bis Rue de Marseille
69007 LYON
FRANCE

Free translation

I thank you for your letter of November 5th, 2007 that refers to the situation of the leaders of IPTU further to the strike of July 2007. Mr Barroso has asked me to answer your letter.

The respect of the social and fundamental rights that are registered in the Charter of the European Union fundamental Rights and in the European Convention on Human Rights, as well as the reinforcement of the democracy are some essential elements of the pre-adhesion process.

The right to strike is not part of the community expertise but the respect of the law, of Human Rights, of the democratic principles and of the social dialogue are essential aspects of the criteria of Copenhagen within the framework of the integration process in the European Union. The European Commission looks regularly at the situation in Serbia in this field.

The European Commission cannot intervene in individual cases. However we are going to raise this question in our dialogue with the Serbian authorities to ensure a maximal protection of the fundamental rights.

Besides the European Commission didn't fail to underline on numerous occasions the importance of the Constitutional Court and of the necessity to provide it with the means to operate efficiently. In view of the recent efforts in the reform of the judicial system, I am a little more optimistic today as for the working of the Constitutional Court.